

Résumé analytique



Organisation
internationale
du Travail



1919-2019

**EMPLOI
ET QUESTIONS
SOCIALES
DANS LE MONDE**



**TENDANCES
2019**

L'OIT place les marchés du travail inclusifs et performants au cœur de son mandat en faveur du travail décent et de la justice sociale. Le travail rémunéré est en effet la principale source de revenu de la grande majorité des ménages dans le monde, et l'organisation du travail peut consolider les principes fondamentaux d'égalité, de démocratie, de durabilité et de cohésion sociale. En 2019, année du centenaire de l'OIT, cette notion est renforcée par la forte vision portée par le rapport de la Commission mondiale sur l'avenir du travail (intitulé *Travailler pour bâtir un avenir meilleur* et publié par le BIT en 2019) afin de mettre en œuvre un programme d'action centré sur l'être humain pour l'avenir du travail. Le rapport préconise de mettre davantage l'accent sur le vaste potentiel humain ainsi que sur celui des institutions du marché du travail et souligne l'urgence d'investir dans les secteurs négligés de l'économie dans les pays développés et dans les pays en développement. Pour suivre cette nouvelle vision, il est nécessaire de se concentrer sur les questions d'égalité, de durabilité et d'inclusivité dans la présentation et l'analyse des tendances du marché du travail.

De nouvelles données mondiales recueillies par le BIT pour 2018 font état de certains progrès, mais révèlent surtout la persistance d'importants déficits en matière de travail décent, les différentes régions étant confrontées à des problèmes de nature très diverse. Cent ans après sa création, il est essentiel que l'OIT continue de fournir de solides orientations pour aider à combler les déficits de travail décent et pour permettre un débat éclairé sur les recommandations ambitieuses de la Commission mondiale sur l'avenir du travail.

L'inégalité des genres dans la participation au marché du travail reste forte

Le taux d'activité beaucoup plus faible des femmes, qui était de 48 pour cent en 2018, contre 75 pour cent pour les hommes, signifie qu'environ trois personnes sur cinq sur les 3,5 milliards de personnes qui composaient la population active mondiale en 2018 étaient des hommes. Après une période d'amélioration rapide qui a duré jusqu'en 2003, les progrès pour réduire les inégalités de participation entre les hommes et les femmes se sont ralentis. L'écart considérable de 27 points de pourcentage enregistré en 2018 devrait motiver l'adoption de mesures pour à la fois améliorer l'égalité des genres sur les marchés du travail mondiaux et pour maximiser le potentiel humain. Dans l'ensemble, les taux d'activité des adultes ont diminué au cours des vingt-cinq dernières années et cette baisse est encore plus prononcée chez les jeunes de 15 à 24 ans. Ce fléchissement devrait se poursuivre à l'avenir. Certains des facteurs à l'origine de ce phénomène – tels que la hausse du taux de scolarisation, de meilleures possibilités de retraite et l'allongement de l'espérance de vie – sont bien sûr positifs. Pourtant, l'augmentation du taux de dépendance (c'est-à-dire la proportion de personnes économiquement inactives par rapport aux actifs) pose de nouveaux défis en termes d'organisation du travail et de répartition des ressources dans la société.

Les déficits de travail décent sont importants

La majorité des 3,3 milliards de personnes employées dans le monde en 2018 ont été confrontées à un manque de bien-être matériel, de sécurité économique, d'égalité des chances et de possibilités de développement humain. Avoir un emploi ne garantit pas toujours un niveau de vie décent. De nombreux travailleurs se voient contraints d'accepter des emplois peu attrayants, généralement informels

et caractérisés par de faibles salaires et un accès limité, voire inexistant, à la protection sociale et aux droits au travail. Il est à noter qu'en 2018 360 millions de personnes étaient des travailleurs familiaux et 1,1 milliard travaillaient à leur propre compte, souvent dans des activités de subsistance exercées en raison d'un manque de possibilités d'emploi dans le secteur formel et/ou de l'absence d'un système de protection sociale. Au total, 2 milliards de travailleurs occupaient un emploi informel en 2016, soit 61 pour cent de la main-d'œuvre mondiale. La mauvaise qualité de nombreux emplois se manifeste également par le fait que plus d'un quart des travailleurs des pays à revenu faible ou intermédiaire vivaient dans une pauvreté extrême ou modérée en 2018. En revanche, l'incidence de la pauvreté au travail a fortement diminué au cours des trois dernières décennies, en particulier dans les pays à revenu intermédiaire. Toutefois, dans les pays à faible revenu, le rythme de réduction de la pauvreté ne devrait pas suivre celui de la croissance de l'emploi, de sorte que le nombre réel de travailleurs pauvres dans ces pays devrait augmenter.

On compte plus de 170 millions de chômeurs malgré la baisse continue du taux de chômage mondial

On estime à 172 millions le nombre de chômeurs dans le monde en 2018, ce qui correspond à un taux de chômage de 5,0 pour cent. Il est surprenant que, alors qu'il n'a fallu qu'un an pour que le taux de chômage mondial passe de 5,0 pour cent en 2008 à 5,6 pour cent en 2009, le retour aux niveaux qui prévalaient avant la crise financière mondiale ait pris pas moins de neuf ans. Les perspectives actuelles sont incertaines. Dans l'hypothèse d'une situation économique stable, le taux de chômage devrait continuer à baisser dans de nombreux pays. Cependant, les risques macroéconomiques se sont accrus et ont déjà un impact négatif sur le marché du travail dans plusieurs pays. Globalement, le taux de chômage mondial devrait rester à peu près au même niveau en 2019 et en 2020. Le nombre de chômeurs devrait augmenter de 1 million par an pour atteindre 174 millions en 2020 en raison de l'augmentation de la population active.

La sous-utilisation de la main-d'œuvre est plus fréquente chez les femmes

Outre les chômeurs, 140 millions de personnes faisaient partie de la «main-d'œuvre potentielle» en 2018, ce qui signifie qu'elles doivent être classées comme main-d'œuvre sous-utilisée. Ce groupe de personnes à la recherche d'un emploi mais qui ne sont pas disponibles pour en occuper un, ou qui sont disponibles mais ne cherchent pas d'emploi, comprend beaucoup plus de femmes (85 millions) que d'hommes (55 millions). Le taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre est donc beaucoup plus élevé pour les femmes, atteignant 11,0 pour cent, alors que pour les hommes il se situe à 7,1 pour cent. Par ailleurs, les femmes risquent beaucoup plus de travailler à temps partiel et une proportion importante d'entre elles disent qu'elles préféreraient travailler plus d'heures.

Les problèmes du marché du travail varient d'un pays et d'une région à l'autre

Bien que les problèmes du marché du travail liés à la qualité de l'emploi, au chômage et à l'inégalité des genres soient universels, leur caractère spécifique et leur degré de priorité différent selon les régions et le niveau de développement des pays. Dans les pays à faible revenu, les relations d'emploi ne permettent même pas, trop souvent, d'échapper à la pauvreté. Et, alors que la pauvreté au travail diminue généralement avec le développement économique, d'autres avancées sur le marché du travail, telles que la formalité, l'accès aux systèmes de sécurité sociale, la sécurité de l'emploi, la négociation collective et le respect des normes du travail et des droits au travail, sont encore impalpables, à des degrés divers, dans de nombreux pays. Veiller à ces acquis est donc un défi majeur auquel les décideurs politiques doivent faire face. En outre, quelques nouveaux modèles d'entreprise, souvent rendus possibles grâce à des technologies innovantes, menacent de saper les progrès réalisés dans ce domaine. Les taux de chômage ont considérablement baissé dans les pays à revenu élevé ces dernières années, mais ils ont augmenté, ou sont en train d'augmenter, dans plusieurs pays à revenu intermédiaire supérieur à la suite d'un ralentissement économique, exposant une grande partie de la population active à un risque accru de pauvreté. Enfin, bien que l'inégalité des genres sur le marché du travail soit également un phénomène mondial, il convient de noter que les écarts entre hommes et femmes sont plus importants dans les États arabes, en Afrique du Nord et en Asie du Sud.

Les progrès pour atteindre les cibles énoncées dans l'objectif de développement durable 8 ont été plus lents que prévu

L'objectif de développement durable (ODD) 8 appelle la communauté internationale à «promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous». La réalisation de cet objectif nécessitera des efforts beaucoup plus importants, étant donné la distance qui sépare les tendances actuelles des cibles prévues dans l'ODD 8.

Les pays les moins avancés ont enregistré une croissance annuelle de leur produit intérieur brut (PIB) inférieure à 5 pour cent au cours des cinq dernières années, ce qui signifie qu'ils n'ont pas atteint la cible de croissance d'au moins 7 pour cent par an fixée dans l'ODD 8. De plus, les taux récents de croissance du PIB par habitant et de productivité du travail sont inférieurs aux niveaux enregistrés au cours des décennies précédentes dans la plupart des régions du monde.

Le développement durable devrait être réalisé en encourageant les activités productives, l'innovation et la formalisation, tout en optimisant l'utilisation des ressources dans la production et la consommation. Le fait que, dans la majorité des pays, plus de la moitié de la main-d'œuvre non agricole soit informelle donne une idée du chemin qu'il reste à parcourir pour que l'économie mondiale devienne pleinement formelle. De surcroît, la consommation matérielle mondiale par habitant augmente malgré les progrès pour une meilleure utilisation des ressources dans les pays à revenu élevé. Sur une note plus positive, le taux de croissance s'est ralenti depuis 2011 et la consommation matérielle par unité de PIB s'est même stabilisée.

La cible consistant à «parvenir au plein emploi productif [...] et garantir à toutes les femmes et à tous les hommes [...] un travail décent et un salaire égal pour un travail de valeur égale» reste également hors d'atteinte. Le taux de chômage mondial a baissé, mais, comme nous l'avons précédemment indiqué, on compte toujours plus de 170 millions de chômeurs. En outre, les femmes, les jeunes (âgés de 15 à 24 ans) et les personnes handicapées ont toujours beaucoup moins de chances d'avoir un emploi. Tout aussi inquiétant est le fait que plus d'un jeune sur cinq n'est ni employé ni en formation (*not in employment, education or training* – NEET). Étant donné que ces personnes n'acquièrent pas les compétences qui sont valorisées sur le marché du travail, leurs chances d'emploi futures s'en trouvent réduites. À long terme, un taux élevé de NEET rend plus difficile la croissance d'une économie sur une période prolongée. Le taux global de NEET n'a diminué que de 2 points de pourcentage entre 2005 et 2018, ce qui signifie que la cible de l'ODD visant à réduire considérablement ces taux d'ici à 2020 ne sera probablement pas atteinte. Enfin, dans la plupart des pays, les écarts de rémunération pondérés vont de 10 à 25 pour cent, ce qui indique que le monde est encore loin de respecter le principe selon lequel un travail de valeur égale devrait être rémunéré de manière égale.

Plusieurs cibles de l'ODD 8 traitent des droits fondamentaux et des protections dont tous les individus devraient bénéficier dans le monde du travail. En 2016, 114 millions d'enfants âgés de 5 à 14 ans étaient encore en emploi et, bien que leur nombre diminue, c'est à un rythme trop lent pour atteindre la cible visant à mettre fin au travail des enfants sous toutes ses formes d'ici à 2025. La convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, et la convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949, qui sont toutes deux des conventions fondamentales de l'OIT, ont été ratifiées par un nombre croissant d'États Membres: à la date de rédaction du présent rapport, elles avaient obtenu respectivement 155 et 166 ratifications. En ce qui concerne la sécurité et la santé au travail, les taux de lésions professionnelles mortelles et non mortelles varient considérablement d'un pays à l'autre. Par ailleurs, le taux est souvent beaucoup plus élevé chez les hommes que chez les femmes. Dans la plupart des pays, les migrants courent également un risque un peu plus grand de subir des accidents du travail que les non-migrants.